

REPONSE DU CONSEIL D'ETAT

à l'interpellation Valérie Schwaar – Remboursement du trop-perçu au SAN : un fonctionnement bimode

Rappel de l'interpellation

Fin 2017, le Conseil d'Etat décidait de supprimer le rabais sur la taxe automobile dont bénéficiaient les véhicules bi-carburants (gaz/benzine) émettant plus de 119 grammes de CO₂ par kilomètre. Cette décision — qui devait entrer en vigueur au 1er janvier 2018 — a été contestée au Tribunal cantonal par un certain nombre de bénéficiaires de ce rabais. Le tribunal a tranché en leur faveur, sans que le canton ne recoure contre ce jugement. Dès lors, le rabais de 75 % est toujours en vigueur pour ce type de véhicules.

Il est utile de rappeler que les véhicules fonctionnant au gaz naturel ont un bilan écologique excellent, le classement de l'Ecomobiliste 2018 de l'Association transports et environnement (ATE) hissant 9 modèles à gaz parmi les 12 véhicules en tête de son palmarès.

Or, le Service des automobiles et de la navigation (SAN), en réponse à la demande de propriétaires de tels véhicules souhaitant le remboursement du trop-perçu pour l'année 2018, se sont vu répondre négativement. Il leur a été répondu que seuls les recourants bénéficieront du rabais pour l'année 2018 et se verront, de ce fait, remboursés du trop-perçu. Pour tous les autres, le rabais, pourtant validé par une décision de justice, ne sera pas appliqué en 2018, mais seulement dès le 1er janvier 2019.

En conséquence, nous avons l'honneur de poser les questions suivantes au Conseil d'Etat :

- 1. Combien de propriétaires de véhicules à bi-carburant (gaz/benzine) ont-ils fait recours contre la décision du Conseil d'Etat de supprimer le rabais « écologique » de 75 % sur la taxe automobile ?*
- 2. Combien de véhicules à bi-carburant (gaz/benzine), immatriculés dans le canton, bénéficient-ils du rabais de 75 % sur la taxe automobile ?*
- 3. Quelle est la base légale permettant de justifier le non-remboursement du trop-perçu aux propriétaires de véhicules bi-modes ayant pas fait recours contre la modification du règlement ?*
- 4. A combien se monte la somme encaissée par l'Etat en 2018 au titre de la taxe automobile « pleine » pour ces véhicules bi modes ?*
- 5. A combien se serait montée la somme totale encaissée par l'Etat au titre de la taxe automobile pour ces véhicules bipodes, si le rabais de 75 % avait été appliqué ?*

Souhaite développer.

(Signé) Valérie Schwaar

Réponse du Conseil d'Etat

Il convient de rappeler que la taxe automobile est une taxe annuelle due par un détenteur ou une détentrice de véhicule sur son véhicule.

La suppression du rabais a été appliquée à toutes les personnes qui possèdent des véhicules bi-carburant (essence/gaz) pour chacun de leur véhicule et de leur taxe annuelle. Une décision de taxe leur a été transmise en début d'année 2018 pour l'année civile entière.

Trois détenteurs de véhicules ont déposé des recours au Tribunal cantonal pour contester leur taxe automobile 2018. Ce sont donc uniquement les décisions de taxes annuelles des véhicules de ces détenteurs recourant qui ont fait l'objet d'une contestation auprès du Tribunal cantonal et non pas l'ensemble des taxes automobiles de tous les détenteurs vaudois de véhicules bi-carburants.

Cela étant, l'égalité de traitement exige qu'une nouvelle jurisprudence soit appliquée dans tous les cas aux affaires pendantes au moment où elle est adoptée, ainsi qu'aux affaires futures. Ainsi, l'interprétation du tribunal prise dans un cas précis a été appliquée aux autres détenteurs et détentrices pour la nouvelle taxe.

1. Combien de propriétaires de véhicules à bi-carburant (gaz/benzine) ont-ils fait recours contre la décision du Conseil d'Etat de supprimer le rabais « écologique » de 75 % sur la taxe automobile ?

Trois propriétaires de véhicules bi-carburant, code Y (essence/gaz) ont déposé un recours contre la taxe automobile 2018 de leur(s) véhicule(s).

2. Combien de véhicules à bi-carburant (gaz/benzine), immatriculés dans le canton, bénéficient-ils du rabais de 75 % sur la taxe automobile ?

A fin janvier 2019, 950 véhicules bi-carburant (essence/gaz), immatriculés dans le canton bénéficient du rabais de 75% sur la taxe automobile.

3. Quelle est la base légale permettant de justifier le non-remboursement du trop-perçu aux propriétaires de véhicules bi-modes ayant pas fait recours contre la modification du règlement ?

La taxe automobile est perçue pour l'année civile entière, payable en une seule fois et échue au 28 février de l'année en cours (art. 2 al. 1 LTVB). Le tarif de la taxe annuelle est défini par le règlement.

Une décision de taxe automobile est une décision fiscale prise pour une période déterminée (du 1er janvier au 31 décembre). Dès l'instant où une telle décision n'est plus susceptible d'être attaquée par un moyen de droit ordinaire, elle entre en force et devient exécutoire. Elle lie à la fois le contribuable et l'administration, peu importe qu'elle soit matériellement juste ou non. Une interprétation erronée ne permet notamment pas de corriger une taxation, en faveur du contribuable, ni de procéder à un rappel d'impôts, en sa défaveur (Pierre Moor, Etienne Poltier, Droit administratif, Volume II : Les actes administratifs et leur contrôle, 3e ed., Berne, 2011, p. 411).

Par ailleurs, une éventuelle irrégularité subséquente d'une décision, qui pourrait être liée à un changement d'interprétation, peut entraîner la révocation d'une décision en force si cette dernière a un effet durable ; or tel n'est pas le cas d'une décision de taxe automobile qui – prononcée pour une période déterminée – a un effet unique. Le Tribunal fédéral a constamment rappelé sur ce point qu'un changement de jurisprudence ou d'interprétation d'une disposition légale applicable ne constitue pas des motifs de révision d'une décision de taxation entrée en force (arrêt de la CDAP du 16 mars 2007, FI 2006.0084 consid. 1a et références citées).

En ce qui concerne la nouvelle période, le service en charge des automobiles est libre de modifier le contenu des décisions prises l'année précédente. Ainsi, au vu de la nouvelle interprétation de l'art. 5 al. 2 let. d du règlement du 21 juin 2005 fixant la taxe des véhicules automobiles et des bateaux (RTVB), liée à la nouvelle jurisprudence de la CDAP du 11 octobre 2018, la taxe des véhicules bi-carburant a été adaptée pour la nouvelle période 2019.

Ainsi, la décision du tribunal s'applique uniquement aux détenteurs qui ont déposé un recours contre leurs décisions de taxe, ce recours suspendant l'exécution de leurs décisions. Les personnes qui n'ont pas recouru contre les décisions de taxe de leurs véhicules ne peuvent pas demander une rétrocession des taxes précédentes; ces décisions n'ayant pas été contestées, elles sont en effet entrées en force. Ceci est confirmé par le Service juridique et législatif.

4. A combien se monte la somme encaissée par l'Etat en 2018 au titre de la taxe automobile « pleine » pour ces véhicules bi modes ?

La somme encaissée par l'Etat au titre de la taxe automobile pour les véhicules bi-carburant (essence/gaz) se monte à 409'379.10 fr.

5. A combien se serait montée la somme totale encaissée par l'Etat au titre de la taxe automobile pour ces véhicules bipodes, si le rabais de 75 % avait été appliqué ?

La somme encaissée par l'Etat au titre de la taxe automobile pour les véhicules bi-carburant (essence/gaz) se serait montée à 102'306.80 fr. si le rabais de 75% avait été appliqué.

Ainsi adopté, en séance du Conseil d'Etat, à Lausanne, le 15 mai 2019.

La présidente :

N. Gorrite

Le chancelier :

V. Grandjean